

Alternative I

mercredi 27 avril 2011

Ce mardi, un salarié de France Télécom âgé de 57 ans s'est immolé par le feu sur le parking de son lieu de travail. Nous ne sommes pas en Tunisie mais à Mérignac. L'on apprend en même temps que l'agence de notation Standard & Poor's a mis la dette américaine sous surveillance négative et déclaré certains départements français en état d'asphyxie budgétaire. Son objectif est de contraindre les Etats-Unis comme nos conseils généraux à pratiquer une politique d'austérité sociale pour « *équilibrer leurs comptes* ». Partout le même visage d'un père Fouettard rendu fou par le bruit de son fouet contre la chair et le sang des hommes.

L'on voit bien ainsi le lien entre le désespoir de travailleurs victimes d'une politique de répression financière et les Etats poussés à la pratiquer. En faveur de quoi ? Du renflouement d'établissements financiers qui ont trompé leurs clients et leurs déposants, comme viennent tour à tour de le prouver aux Etats-Unis, avec plus de courage que notre commission Emmanuelli-Mancel, la [commission Angelides](#), la commission Levin-Coburn et un rapport de plus de mille pages de la Réserve fédérale américaine. Toutes les grandes banques, américaines et étrangères, s'y trouvent accusées de « *pratiques dangereuses et malsaines* ». Les responsables de la crise y sont exposés, les voyous appelés par leur nom et les responsables politiques, collaborateurs d'un système criminel.

Face à cette destruction des fondements mêmes du travail et de la production humaines, le programme du Parti socialiste fait comme si l'on se trouvait dans une situation normale, entre bureaucrates compétents. Il ne répond en rien au terrible enjeu de l'époque. Ne parlons pas des autres qui, devant une blessure mortelle, proposent de l'aspirine et des bandes Velpeau.

Il faut donc jeter dans la bataille présidentielle l'alternative, c'est-à-dire l'initiative qui permettra de briser l'étau financier pour revenir à une politique servant le bien commun et les générations futures. Sans engager cette alternative, qui vise à frapper au cœur la puissance financière de la City, de Wall Street et de leurs alliés en Europe, les belles paroles ou les promesses reviennent à siffler sur le pont du Titanic.

Il s'agit d'imposer la séparation des métiers bancaires, entre d'un côté les banques de crédit et de dépôt, qui servent l'économie et les déposants, et de l'autre les banques d'affaires, qui investissent et jouent sur les marchés. Les premières, sous le contrôle d'une banque nationale, doivent être protégées. Les secondes, abandonnées à leur sort. Or aujourd'hui, en France comme aux Etats-Unis, la « banque universelle » met les deux catégories sous un même toit et livre ainsi les Etats à leur chantage. D'autant plus que la loi du 3 janvier 1973 interdit à la Banque de France de financer l'Etat, le livrant aux prêts des banques qui spéculent et le spolient.

Il faut donc revenir à la situation qui prévalait chez nous à [la Libération](#) et aux [Etats-Unis sous Roosevelt](#), avec la loi Glass-Steagall : les créances douteuses doivent rester entre les mains des banques privées qui les ont multipliées et ne jamais être reprises par les Banques des Etats, au détriment des contribuables et des citoyens.

Cette libération des banques nationales leur permettra d'émettre des prêts à long terme et faible taux d'intérêt pour équiper l'homme et la nature, favoriser le travail, l'industrie, les PME-PMI,

l'hôpital, l'école et le laboratoire, et leur association permettra de financer de grands projets à l'échelle européenne et eurasiatique. Ce n'est certes qu'une clé pour sortir de l'enfer financier, mais elle est nécessaire pour ouvrir la porte à une autre politique. Elle sera le fil de l'épée de ma campagne présidentielle.

Jacques Cheminade